

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

**DIXIEME SESSION**  
*Documents officiels*



**SIXIEME COMMISSION, 465<sup>e</sup>**  
**SEANCE**

**Mardi 29 novembre 1955,**  
**à 11 heures**

**New-York**

**SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Point 63 de l'ordre du jour: Examen, sur la demande de la Troisième Commission, des articles 4 à 11 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée .....	111
Point 53 de l'ordre du jour: Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire gé- néral ( <i>fin</i> ) .....	111

**Président:** M. Manfred LACHS (Pologne).

**POINT 63 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Examen, sur la demande de la Troisième Com-  
mission, des articles 4 à 11 du projet de con-  
vention sur la nationalité de la femme mariée  
(A/C.6/349)**

1. Le **PRESIDENT** rappelle que, dans sa lettre du 22 novembre 1955 (A/C.6/349), le Président de l'Assemblée générale a prié la Sixième Commission, sur la demande de la Troisième Commission, d'étudier les articles 4 à 11 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée, ainsi que les amendements s'y rapportant.

2. Le Président propose que la Commission entreprenne cette étude dès qu'elle le jugera possible.

*Il en est ainsi décidé.*

**POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question du maintien en fonctions du Tribunal  
des Nations Unies en Libye: rapport du Secré-  
taire général (A/2983, A/C.6/L.348, A/C.6/  
L.352, A/C.6/L.354, A/C.6/L.362, A/C.6/  
L.363 Rev.1 et Add.1) [*fin*]**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (*fin*)**

*Sur l'invitation du Président, M. Eugenio Plaja, observateur de l'Italie, et M. Mohieddine Fekini, observateur du Royaume-Uni de Libye, prennent place à la table de la Commission.*

3. M. DARDEN (Etats-Unis d'Amérique) présente, au nom de ses 10 auteurs, un projet de résolution révisé (A/C.6/L.368/Rev.1 et Add.1). Le texte révisé devrait faire tomber les objections formulées contre le projet initial (A/C.6/L.368) et, en particulier, donner satisfaction au représentant de l'Inde, qui désirait qu'il n'y eût pas de solution de continuité entre le Tribunal des Nations Unies et la nouvelle Commission mixte d'arbitrage. Il va sans dire qu'un retard dû uniquement à des détails d'organisation ne doit pas être considéré comme une solution de continuité, juridiquement parlant.

4. M. FEKINI (Royaume-Uni de Libye) annonce que son gouvernement approuve entièrement le projet de résolution commun révisé, qu'il considère comme un

texte utile, de nature à faciliter les négociations entre la Libye et l'Italie.

5. M. PLAJA (Italie) remercie les auteurs du projet de résolution révisé. Le Gouvernement italien approuve entièrement ce projet, dans lequel il voit une solution satisfaisante de la question.

6. M. Plaja tient également à rendre hommage au représentant de la Libye pour l'attitude amicale et compréhensive dont il ne s'est jamais départi au cours des négociations.

7. M. ABOU-AFIA (Egypte) déclare que le principal avantage du projet de résolution est qu'il se fonde sur un accord entre les deux gouvernements intéressés. Il constate que la solution adoptée diffère de celles que les parties avaient tout d'abord préconisées.

8. La délégation égyptienne votera en faveur du projet mais son vote ne doit pas être interprété comme un changement de sa position à l'égard des principes en jeu.

9. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a appuyé le Gouvernement libyen quand il affirmait que le moment était venu de dissoudre le Tribunal des Nations Unies. La délégation de l'Union soviétique juge l'ensemble du projet de résolution tout à fait satisfaisant, mais s'inquiète des conséquences que pourraient avoir certaines des dispositions du paragraphe 3 du dispositif.

10. Avant d'entrer dans de plus longues explications, M. Morozov tient à préciser que ses observations ne visent en aucune façon l'application de ces dispositions dans le cas de l'accord conclu entre l'Italie et la Libye, et qu'il ne faut pas y voir une critique indirecte des positions adoptées par les deux pays pour ce qui est de la procédure destinée à régir leurs relations futures. Si les dispositions auxquelles il s'oppose ne devaient pas constituer, lorsqu'elles auront été approuvées par l'Assemblée générale, une décision de l'Organisation, et s'il s'agissait seulement de "prendre note", M. Morozov se serait abstenu de toute remarque, tout en doutant de l'opportunité de ces dispositions. Cependant, puisque dans le paragraphe 3 il s'agit d'une décision de l'Organisation, décision qui est sans précédent dans son histoire, M. Morozov s'estime tenu de formuler certaines critiques.

11. Il y a, semble-t-il, une contradiction évidente entre le paragraphe 2, qui institue une Commission mixte d'arbitrage composée de trois membres, et le paragraphe 3, qui prévoit que la commission entrera en fonctions dès la nomination du surarbitre et de l'un des arbitres. Ne serait-ce que pour des raisons de principe, l'Assemblée générale ne devrait pas approuver une proposition aussi contestable, qui consiste à considérer qu'une commission d'arbitrage fonctionne déjà, alors que l'une des parties n'a pas encore désigné son représentant. On peut encore reprocher au paragraphe 3 de disposer que deux membres suffisent à constituer le quorum. Pourquoi deux? Un quorum d'un seul membre n'aurait été ni plus ni moins irrégulier. L'un des principes essentiels

de l'arbitrage est sans aucun doute que les trois membres de l'organe arbitral doivent être présents pour que l'organe puisse exercer ses fonctions. M. Morozov craint que de telles atteintes aux principes établis ne constituent un précédent regrettable pour les décisions ultérieures de l'Assemblée générale, et c'est pourquoi il s'y oppose en l'espèce.

12. L'Italie et la Libye ont accepté la troisième disposition du paragraphe 3, aux termes de laquelle "pour toutes ses délibérations, il suffira d'un vote favorable de deux membres". M. Morozov ne s'y opposera donc pas, étant entendu cependant que cette disposition, si elle est adoptée, ne constituera pas un précédent en matière de procédure arbitrale. La délégation de l'URSS n'a pas d'objection à formuler contre les autres dispositions du projet de résolution commun.

13. Toutefois, comme elle est absolument hostile aux deux premières dispositions du paragraphe 3 du dispositif, elle demande un vote séparé sur ces dispositions et sur l'ensemble du paragraphe.

14. M. GABRE-EGZY (Ethiopie) dit que sa délégation est heureuse d'appuyer le projet de résolution révisé, car ce texte reflète l'accord des parties. Toutefois, elle tient à réserver la position de son gouvernement sur tous les principes que le projet de résolution met en jeu.

15. M. SEN (Inde) déclare que sa délégation, qui s'est associée aux auteurs du projet de résolution révisé, désire présenter certaines observations au sujet de la déclaration que vient de faire le représentant de l'Union soviétique.

16. Les membres de la Commission se rappelleront que la délégation indienne s'était tout d'abord prononcée contre le maintien en fonctions du Tribunal, en faisant valoir notamment qu'il aurait été peu politique de le maintenir en fonctions, alors que l'une des parties refusait d'accepter sa juridiction (460ème séance). La délégation indienne s'était également déclarée disposée à examiner toute proposition à laquelle les deux parties auraient donné leur accord. Le projet de résolution dont la Commission est saisie satisfait à cette condition, et la délégation indienne l'appuie sans réserve.

17. M. Sen regrette de ne pouvoir penser, comme le représentant de l'Union soviétique, que les paragraphes 2 et 3 du dispositif sont contradictoires ou prêtent en quoi que ce soit à la critique. M. Sen n'a connaissance d'aucun principe de droit international qui puisse prévaloir sur une disposition adoptée avec le plein consentement des parties intéressées. Les parties à un différend sont entièrement libres de décider qu'elles acceptent la sentence d'un arbitre unique.

18. Les dispositions du projet de résolution révisé sont donc entièrement conformes au droit interne et au droit international, ainsi qu'aux principes régissant l'exécution des conventions arbitraires. Il n'est aucune question pour l'Assemblée générale d'imposer une décision; elle est simplement invitée à entériner l'accord intervenu entre les parties, afin d'y donner effet. Considérées de ce point de vue, les imperfections signalées par le représentant de l'Union soviétique sont sans aucun inconvénient.

19. M. CANAL RIVAS (Colombie), prenant la parole pour une motion d'ordre, demande la clôture du débat, en vertu de l'article 118 du règlement intérieur. Il ne serait, en effet, d'aucune utilité pratique de prolonger la discussion en cours.

20. M. TARAZI (Syrie), s'opposant à la motion, déclare qu'il serait irrégulier d'appliquer l'article 118, car

les questions en discussion sont importantes et ne sont pas simplement d'ordre général.

*Par 26 voix contre 4, avec 12 abstentions, la motion est rejetée.*

21. M. CARAYANNIS (Grèce) indique que la solution adoptée dans le projet de résolution révisé présente de grands avantages pratiques et donne satisfaction aux deux parties. Cet heureux résultat est dû dans une large mesure à la modération et au sens politique dont ont fait preuve les deux gouvernements intéressés. Ces qualités sont très importantes pour l'Organisation des Nations Unies, et il est regrettable que la Libye et l'Italie ne soient pas encore Membres de l'Organisation.

22. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras), tout en déclarant appuyer l'ensemble du projet de résolution, fait observer que le mot "transférés", employé au paragraphe 1 du dispositif, n'est pas très heureux. Les fonctions, les pouvoirs et la compétence de l'ancien Tribunal des Nations Unies en Libye ne sont pas à proprement parler transférés à la nouvelle Commission mixte d'arbitrage. Il eût été plus exact de dire: "... à cette date, la commission visée au paragraphe 2 ci-dessous assumera des fonctions, des pouvoirs et une compétence qui seront de la même nature que ceux exercés jusque-là par ledit tribunal... "

23. La délégation du Honduras, qui ne souhaite pas faire obstacle à l'adoption du projet de résolution, votera en tout état de cause en faveur de ce texte, même si ses auteurs n'acceptent pas la modification de forme qu'elle vient de proposer.

24. M. TARAZI (Syrie) déclare que sa délégation est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution. L'objet de ce projet est d'entériner un accord italo-libyen qui a réglé une situation particulière. La délégation syrienne n'approuve pas certaines des dispositions du projet, mais elle l'a accepté car il exprime l'accord intervenu entre les parties. Il doit être bien entendu cependant que l'on ne saurait y voir un précédent pour l'arbitrage international en général.

25. M. RODIL MACHADO (Guatemala) ne veut pas lui non plus faire obstacle à l'adoption d'un projet de résolution qui exprime l'accord satisfaisant intervenu entre les deux parties intéressées; les observations qu'il va faire ne sont donc en aucune manière des propositions d'amendements.

26. M. Rodil Machado approuve les modifications de forme que le représentant du Honduras vient de suggérer, mais il ne pense pas, comme le représentant de l'Union soviétique, qu'il y ait une contradiction entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif. Dans un instrument qui institue un organe, il est normal de préciser quel sera le quorum; dire que dans une assemblée de 50 membres le quorum est de 30 n'implique nullement que l'on considère que 30 équivaut à 50.

27. Il y a cependant une contradiction entre le paragraphe 1 et le paragraphe 3. Le paragraphe 1 dispose que la nouvelle Commission mixte d'arbitrage exercera ses fonctions à partir du 31 décembre 1955, alors qu'aux termes du paragraphe 3 "la commission entrera en fonctions dès la nomination du surarbitre et de l'un de ses autres membres". Puisque les désignations dont il s'agit peuvent intervenir à un moment quelconque entre le 15 et le 27 décembre 1955, il se pourrait en fait que la commission entre en fonctions avant la date prévue au paragraphe 1.

28. La dernière disposition du paragraphe 3, aux termes de laquelle "pour toutes ses délibérations, il suffira d'un vote favorable de deux membres", n'est pas satis-

faisante en ce sens qu'elle vise les "délibérations"; il aurait été plus exact de parler des "décisions" de la commission.

29. Enfin, le projet ne dit pas qui aura voix prépondérante en cas de partage des voix, lorsque deux seulement des membres de la Commission mixte d'arbitrage sont présents; le projet devrait prévoir cette éventualité, puisque le texte permet à la commission de siéger lorsque deux seulement de ses membres sont présents.

30. M. TABIBI (Afghanistan) dit combien sa délégation est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution. Il souhaite à l'Italie et à la Libye d'en appliquer les dispositions avec un plein succès.

31. M. MAURTUA (Pérou) rappelle que le Tribunal des Nations Unies en Libye avait été habilité à donner des instructions en vue de la mise en œuvre de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale, à trancher les différends et à interpréter la résolution en question. Il convient de conférer expressément tous ces pouvoirs au nouvel organe. En outre, alors que le Tribunal se prononçait en droit, la nouvelle Commission mixte d'arbitrage pourrait être autorisée à juger *ex aequo et bono*. Pour ce faire, l'Italie et la Libye devraient signer un compromis. Un accord écrit de ce genre serait nécessaire aussi pour conférer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les pouvoirs mentionnés au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution.

32. De l'avis de la délégation péruvienne, le projet de résolution ne saurait remplacer un accord entre les deux Etats intéressés. Cet accord devra être exprimé par écrit pour toute affaire que les parties soumettront à l'arbitrage. En outre, tandis que le Tribunal des Nations Unies en Libye siégeait en permanence, la commission mixte d'arbitrage envisagée serait sans doute un organe *ad hoc* qui serait constitué spécialement pour chaque affaire.

33. M. CARPIO (Philippines) n'éprouve aucune difficulté à approuver le projet de résolution, d'abord parce qu'il exprime exactement l'accord intervenu entre les deux parties directement intéressées, et ensuite, ce qui est peut-être plus important, parce que la solution adoptée libère l'Organisation des Nations Unies d'une lourde charge financière.

34. Le fait qu'elle approuve le projet ne signifie pas que la délégation des Philippines juge que le dispositif énonce d'une façon particulièrement heureuse le fond de l'accord. Les trois premiers paragraphes auraient pu être mieux rédigés. Au paragraphe 1 du texte anglais, la rédaction du membre de phrase : *its functions, powers and jurisdiction, under the terms of reference of article X of resolution 388 A (V)* aurait pu être meilleure, et l'on aurait pu dire : *its functions, powers and jurisdiction, under its terms of reference as set forth in article X of resolution 388 A (V)*.

35. Le dernier membre de phrase du paragraphe 1 du texte anglais peut aussi être critiqué. Il prévoit le transfert de certaines fonctions et de certains pouvoirs à une commission qui n'est pas encore créée. Il aurait été plus correct d'écrire : *the commission to be established*.

36. Dans le paragraphe 2, trois termes différents ("nommer", "désigner" et "choisir") ont été employés, et il s'agit dans tous les cas de la nomination des arbitres. Il aurait été souhaitable d'employer une terminologie plus uniforme. La rédaction de ce paragraphe manque d'élégance. Le texte anglais commence par la conjonction *That*, comme pour les autres paragraphes

du dispositif, mais la première phrase se termine par un point, ce qui coupe le paragraphe en deux parties.

37. Ces critiques n'ont que peu d'importance, car ce qui compte c'est l'accord des parties. En appuyant le projet de résolution, c'est en faveur du fond et non de la forme que votera la délégation des Philippines.

38. M. SURJOTJONDRO (Indonésie) pense qu'il aurait peut-être été souhaitable que le projet de résolution précise dans quelle mesure le règlement actuel du Tribunal s'appliquera aux débats de la Commission mixte d'arbitrage.

39. Toutefois, la délégation indonésienne n'entend pas retarder l'adoption d'un projet de résolution qui entérine l'accord satisfaisant conclu par les parties intéressées; elle votera donc en faveur de ce texte.

40. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) déclare que certaines des dispositions du paragraphe 3 du projet de résolution auraient dû figurer dans un accord signé par les parties intéressées; l'Organisation des Nations Unies n'est pas compétente pour les adopter.

41. Bien que, pour cette raison de principe, elle ne puisse approuver le paragraphe 3, la délégation tchécoslovaque votera en faveur de l'ensemble du projet de résolution pour respecter l'accord intervenu entre les parties.

42. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) espérait depuis le début de la discussion que l'on trouverait une solution satisfaisante. Cet espoir n'a pas été déçu, grâce surtout à l'esprit de conciliation et de coopération dont ont fait preuve les représentants de l'Italie et de la Libye. Cette attitude est d'heureux augure pour le jour où l'Italie ou la Libye auront la qualité d'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle elles peuvent légitimement prétendre. La délégation du Venezuela n'éprouvera donc aucune hésitation à appuyer le projet de résolution commun révisé.

43. M. GARCIA OLANO (Argentine) apprécie le souci de perfection dont témoignent ceux qui voudraient polir davantage le texte, mais appuiera le projet de résolution révisé, que les deux parties ont accepté.

44. M. NINCIC (Yougoslavie) se joint à ceux qui ont fait l'éloge des représentants de l'Italie et de la Libye.

45. La délégation yougoslave appuiera le projet de résolution révisé, car ce texte énonce la solution donnée d'un commun accord à un problème déterminé. Il est entendu qu'il ne saurait créer un précédent pour les décisions à prendre dans l'avenir à propos de l'arbitrage.

46. M. COLLINS (Libéria) est heureux que l'appel à la circonspection qu'il avait cru devoir lancer, dans la crainte que la discussion ne porte atteinte aux relations amicales entre les parties, se soit révélé inutile.

VOTE SUR LE PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR L'AFGHANISTAN, LE CHILI, LA COLOMBIE, L'EGYPTE, LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'INDE, LES PAYS-BAS, LE ROYAUME-UNI ET LA SYRIE (A/C.6/L.368/REV.1 ET ADD.1)

47. Le PRÉSIDENT propose de supprimer, dans le troisième considérant du projet, les mots "à la dixième session de l'Assemblée générale", qui ne sont pas tout à fait exacts: les parties ont simplement été invitées à assister aux débats de la Sixième Commission sur le point 53 de l'ordre du jour.

48. M. VALLAT (Royaume-Uni) pense que l'on pourrait éluder la difficulté en se bornant à remplacer, dans le texte anglais, la préposition *to* par le mot *at*, puisque la Sixième Commission n'est qu'une des parties d'un ensemble, l'ensemble étant l'Assemblée générale.

*Il en est ainsi décidé.*

49. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution (A/C.6/L.368/Rev.1 et Add.1) soit mis aux voix en trois parties.

50. Le PRESIDENT met aux voix les mots: "La commission entrera en fonctions dès la nomination du surarbitre et de l'un de ses autres membres."

*Par 42 voix contre 5, avec 2 abstentions, ces mots sont adoptés.*

51. Le PRESIDENT met aux voix les mots: "deux membres constitueront le quorum pour l'exercice des fonctions de la commission".

*Par 45 voix contre 5, ces mots sont adoptés.*

52. Le PRESIDENT met aux voix les mots: "et, pour toutes ses délibérations, il suffira d'un vote favorable de deux membres."

*Par 48 voix contre zéro, avec 3 abstentions, ces mots sont adoptés.*

53. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution.

*Par 43 voix contre 5, avec 3 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.*

54. M. TARAZI (Syrie) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de résolution (A/C.6/L.368/Rev.1 et Add.1).

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par Israël, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Israël, Liban, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Suède, Syrie, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Iran.

*A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.*

55. M. ALFONSIN (Uruguay) explique qu'il a voté en faveur du projet de résolution parce que ce texte répond au vœu des deux parties.

56. M. SZTUCKI (Pologne) explique qu'il a voté contre les deux premiers membres de phrase du paragraphe 3 du dispositif pour des raisons de principe. Bien que les parties aient accepté ces dispositions, on risque, du seul fait que la procédure d'arbitrage peut être engagée en l'absence de l'une d'elles, qu'une sentence ne soit pas rendue dans des conditions équitables. Cela est incompatible avec la véritable notion de souveraineté, et l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas l'accepter.

57. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a constaté que, depuis sa dernière intervention, plusieurs délégations ont souligné que le paragraphe 3 du dispositif ne pouvait constituer un précédent, et que ce texte se bornait à entériner une solution acceptée par les deux parties. C'est strictement dans cet esprit que la délégation de l'Union soviétique a cru pouvoir voter en faveur de l'ensemble du projet de résolution, bien qu'elle désapprouve certaines de ses dispositions.

58. M. RODIL MACHADO (Guatemala) a voté en faveur de l'ensemble du projet de résolution parce que celui-ci est très satisfaisant quant au fond. Cependant, il a voté contre le premier membre de phrase du paragraphe 3 du dispositif, parce que cette disposition lui paraît défectueuse d'un point de vue technique; c'est ainsi que rien n'est prévu pour l'éventualité d'un partage des voix dans l'hypothèse où deux membres seulement de la Commission mixte d'arbitrage seraient présents. M. Rodil Machado n'a pas voté contre le deuxième membre de phrase du même paragraphe parce qu'il semble logique de prévoir toute possibilité de désaccord, si peu probable soit-elle.

59. M. BIHIN (Belgique) explique que son vote en faveur du projet de résolution n'engage sa délégation sur aucun aspect de la procédure arbitrale comme telle. Ce vote était seulement l'expression du respect de l'autonomie de la volonté des parties.

60. M. GALLEGOS (Equateur) partage les vues du représentant de la Belgique.

61. M. PLAJA (Italie) et M. FEKINI (Royaume-Uni de Libye) remercient la Sixième Commission de la décision qu'elle a prise à l'unanimité. La patience et le zèle dont les représentants ont fait preuve dans la recherche d'une solution font le plus grand honneur à tous.

62. M. JAMIESON (Australie) estime qu'il conviendrait, par courtoisie, de remercier le Tribunal des Nations Unies en Libye de l'œuvre qu'il a accomplie.

*La séance est levée à 12 h. 50.*